

Philippe Martin : " « Je pense que c'est honorer l'histoire du Gers s'il fallait que nous accueillons les naufragés du bateau Aquarius »

Un souhait évoqué par le président du Conseil Départemental lors du vote du compte administratif 2017



Philippe Martin : " « Je pense que c'est honorer l'histoire du Gers s'il fallait que nous accueillons les naufragés du bateau Aquarius »

Ce vendredi 15 juin en matinée se tenait une réunion plénière du Conseil Départemental dont l'objet était l'examen et le vote du compte administratif 2017. Pas de surprise pour ce dernier lequel a été voté à l'unanimité, un consensus entre majorité et opposition qui « dans le cadre de leurs délégations, commissions et groupes de travail ont œuvré en responsabilité », souligne le président Philippe Martin.

Lequel dans son exposé fait observer « la maîtrise des dépenses de fonctionnement (plus 1,4%), en dépit d'une nouvelle progression parfaitement indépendante de notre volonté des dépenses sociales (+3%) pour les allocations individuelles de solidarité et plus 4,4% pour l'hébergement sans parler des mineurs non accompagnés dont le nombre pour le Gers est passé de 30 à 388 au cours des 4 derniers mois de l'année ». L'occasion pour Philippe Marin d'évoquer le drame de l'Aquarius ce qui l'amène à s'exprimer sur ce sujet : « Je pense que c'est honorer l'histoire du Gers s'il fallait que nous accueillons les naufragés du bateau Aquarius ». Quant à l'endettement celui-ci est maîtrisé avec un encours qui a reculé de 2 millions d'euros. Enfin le compte administratif confirme la reconduction de l'investissement à un niveau identique à 2016 auquel il convient d'ajouter un taux de réalisation de plus de 97%.

Puis le président du Conseil Départemental évoquera les négociations engagées entre l'État et l'Assemblée des départements de France (ADF) où notamment il est question d'exclure sur le budget de fonctionnement les dépenses concernant les mineurs non accompagnés engagées par les Départements. Rien n'est acquis comme pour l'Allocation individuelle de solidarité (AIS) et les Droits de mutation à titre onéreux(DMTO). Une nouvelle assemblée générale de l'ADF aura lieu le 20 juin qui décidera de la position des Départements quant à leurs contributions à l'effort de réduction du déficit public qui se traduit pour le Gers à une réduction annuelle de 2,6 milliards d'euros et une progression des dépenses limitées à 1,2%.

Enfin Philippe Martin fait le point sur le budget participatif gersois où 170 idées ont été déposées et dont la date limite de dépôt est repoussée au 15 juillet. Il évoquera aussi l'expérimentation du revenu de base souhaitée par 13 départements qui « constitue une étape importante sur le chemin d'une nouvelle politique sociale en direction des plus démunis ».



P1440271.JPG